

vernements de divers pays, par exemple, pour aider à la réorganisation des services sanitaires de la Grèce et de la Chine et dans l'étude de facteurs portant sur la santé tels que le problème de la pellagre en Roumanie et celui de l'alimentation populaire au Chili.

Plusieurs délégations ont participé au débat. Les délégués de la France et de la Pologne ont souligné le rapport étroit qui existe entre la santé et l'économie publique. Les représentants de l'Italie et du Mexique ont souligné l'importance de travaux publics exécutés sur une grande échelle comme remède au chômage, particulièrement dans le domaine de l'hygiène.

Le délégué de la Hongrie a estimé qu'il y aurait lieu d'instituer une enquête sur la possibilité d'étendre la consommation du blé aux populations sous-alimentées.

Le délégué de l'Inde a rappelé la proposition émise par son Gouvernement en 1932 tendant à l'organisation d'une conférence rurale d'hygiène pour les pays de l'extrême-orient. Il a exprimé l'espoir que cette conférence sera convoquée dans un avenir prochain.

Le représentant de l'Union sud-africaine a proposé qu'une conférence sanitaire pan-africaine soit convoquée à Capetown à l'automne de 1935 où seraient discutées les questions suivantes: services sanitaires et médicaux dans les districts ruraux, hygiène des indigènes et l'organisation de services médicaux pour les indigènes; protection contre la fièvre jaune et la prévention de la peste, du typhus et d'autres maladies. La deuxième Commission a approuvé les conclusions du rapport et a invité le Conseil à communiquer à l'Organisation d'hygiène les suggestions d'ordre technique contenues dans son rapport.

Collaboration de la presse à l'organisation de la paix.

La question de la collaboration de la presse à l'organisation de la paix, qui, aux sessions précédentes de l'Assemblée, a été étudiée par les troisième et sixième Commissions, a, cette année, été renvoyée à la deuxième Commission.

La Commission a examiné les résultats de la deuxième Conférence des Bureaux de presse gouvernementaux et de représentants de la presse, tenue à Madrid en novembre 1933, pour rechercher si des propositions concrètes pourraient être formulées pour donner effet à certaines des principales recommandations présentées par les Organisations de presse au cours de l'enquête de la Société des Nations sur les moyens d'éviter la diffusion des nouvelles inexactes de nature à troubler le maintien de la paix et la bonne entente entre les peuples.

La Commission a pris acte des résultats de la Conférence de Madrid et a exprimé l'espoir que les études envisagées sur les moyens techniques et financiers de nature à réprimer la diffusion des fausses nouvelles et celui des études relatives à la rectification des fausses nouvelles paraissant dans la presse, auront d'heureux résultats. Le Conseil a été invité à autoriser le Secrétaire général à faciliter la préparation et l'organisation de la prochaine Conférence de la presse en prêtant le concours des services compétents du Secrétariat de la Société des Nations, si ce concours est désiré par le Gouvernement invitant.

Aide aux réfugiés d'Allemagne.

Le représentant du Royaume-Uni a fait une déclaration à la deuxième Commission au sujet de l'œuvre d'assistance que l'Assemblée de 1933 a inaugurée en faveur des réfugiés d'Allemagne. Il ressort de cette déclaration qu'une aide appréciable a été donnée aux réfugiés par l'intermédiaire d'organisations privées sans qu'il en résulte aucune charge pour les deniers publics, et que de grands progrès ont été réalisés dans l'œuvre de rétablissement. Il a été recueilli au delà d'un million de livres principalement aux Etats-Unis et dans le Royaume-Uni. L'avance de 25,000 francs par la Société des Nations pour faire face aux premières dépenses, a été remboursée.